

La Question Palestinienne et les Arabes (1917-2017) :

Soutien populaire, enjeu étatique

Professeur Bichara KHADER

bichara.khader@uclouvain.be

Première Partie

La question palestinienne n'est pas née avec la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU, de novembre 1947, partageant injustement la Palestine entre un Etat Juif et un Etat Arabe. Elle est née bien plus tôt lorsque le premier Congrès sioniste mondial de Bâle en 1897 adopte le projet de création d'un Etat Juif en Palestine. Dès cette date, **il apparait clairement qu'un projet colonial visait la Palestine**. Mais pour que le projet puisse se réaliser, il fallait le soutien d'une grande puissance. C'est chose faite avec la Déclaration Balfour de novembre 1917, par laquelle la Grande-Bretagne promet aux juifs d'Europe la création d'un "**foyer national juif**" en Palestine, sans consulter les habitants arabes, qui pourtant, constituent 92 % des habitants.

D'emblée, les peuples arabes manifestent une solidarité sans faille avec "le peuple frère de Palestine". Pendant la période du Mandat britannique (1922-1947), des volontaires arabes affluent de toutes parts pour se joindre aux résistants palestiniens au projet sioniste, surtout durant la grande révolte de 1936 à 1939. La question de Palestine s'installe dans les consciences collectives arabes comme une "**nouvelle question coloniale**". Plus tard, l'expulsion des deux-tiers de la population palestinienne entre 1947 et 1948 (la Nakba) et la création d'Israël en mai 1948 seront vécues par les peuples arabes comme une "**grande humiliation collective**". En 2017, la Nakba se poursuit, plus douloureuse que jamais avec une occupation qui se double d'une colonisation.

Mais s'il est vrai que pour les peuples arabes, **la question palestinienne est avant tout une "question arabe"**, il est tout aussi vrai qu'elle a été, souvent, plus un enjeu dans les relations interétatiques arabes qu'une "cause nationale" à défendre becs et ongles. De 1917 à aujourd'hui, la question palestinienne a été souvent instrumentalisée par les régimes arabes dans une sorte de surenchère nationaliste où **la défense de la cause palestinienne apparaissait comme un levier de légitimation politique, de leadership régional ou un moyen pour détourner l'attention des problèmes internes.** » *Tous les Etats Arabes*, rappelle Elias Sanbar (Elias Sanbar, 2004) *ont tenté de tirer profit de l'immense capacité mobilisatrice de la cause palestinienne sans considération réelle pour les droits de son peuple* ». « **Les gouvernements arabes sont pour la cause palestinienne et contre les palestiniens** », ce dicton populaire palestinien dit l'amertume.

Le dicton populaire est bien sévère : il met tous les pays arabes dans le même sac et s'applique à certains moments et à certains épisodes de l'histoire des 100 dernières

années. La solidarité des Etats arabes n'était pas toujours « intéressée » », voire « suspecte ». Loin de là : **les Pays du Golfe** ont fourni des emplois à des centaines de milliers de palestiniens qui, à leur tour, ont subvenu aux besoins de leurs familles dans les territoires occupés. **Les pays du Maghreb** ont été inconditionnellement solidaires de la Palestine : ils ont eux-mêmes souffert des affres de la colonisation, ils sont loin du théâtre du conflit et ne se sentent pas menacés par le fait national palestinien. **L'Egypte de Nasser** a payé un tribut très lourd en vies humaines dans la défense du peuple de Palestine.

En définitive, l'histoire des relations arabo-palestiniennes est une histoire mouvementée faite de « méfiance, de tentatives de clientélisation et d'assujettissement du mouvement national palestinien », mais aussi de solidarité réelle. Malheureusement, cette solidarité est demeurée peu effective, puisque 100 ans après la Déclaration Balfour (1917), 70 ans après la résolution de partage (1947), et 50 après l'occupation de tout ce qui restait de la Palestine (1967), **la question palestinienne reste entière.**

1. La Question Palestinienne entre les deux Grandes Guerres Mondiales

De retour du premier congrès sioniste mondial en 1897, Théodore Herzl note dans son journal " *J'ai fondé l'Etat juif... d'ici cinq ans peut-être, d'ici cinquante ans sûrement.*". Ce propos a été prophétique : en 1947, l'Assemblée Générale de l'ONU votait la résolution de partition.

Pour les Palestiniens c'était **une catastrophe annoncée**. Déjà la Déclaration Balfour de 1917 "*faisait d'eux des étrangers dans leur propre pays et annonçait leur expulsion*" (Henri Laurens :la Question de Palestine 1947-1967, 2007, p.8). Le danger n'échappait à personne. La répression britannique des révoltes palestiniennes de 1922, 1929 et surtout de 1936-1939 est venue confirmer le soutien britannique au projet sioniste (Bichara KHADER, histoire de la Palestine, tome II, 1977). **La Palestine devient alors un facteur décisif du développement du nationalisme arabe**, voire même son emblème. Les peuples arabes exigent de leurs Etats de voler au secours du peuple palestinien. Des congrès de soutien se tiennent un peu partout. Mais les Etats arabes indépendants étaient dépourvus de moyens militaires et d'expérience concrète de la guerre tandis que les autres ployaient sous le joug colonial et donc sans aucune autonomie. Ainsi la Grande-Bretagne, puissance mandataire entre 1922 et 1948, pouvait sévir contre la résistance palestinienne au projet sioniste sans crainte, d'autant que le sentiment nationaliste était à ses premiers balbutiements et déchirés entre plusieurs courants antagonistes.

En effet, au début des années 1940, les Hachémites d'Iraq et de Transjordanie s'étaient lancés dans deux projets concurrents : celui du **Croissant Fertile** dont l'objectif était de réunir, sous l'égide du Royaume Hachémite d'Irak, la Syrie, La Transjordanie et la Palestine, et celui de Grande **Syrie** visant à regrouper la Syrie et la Palestine sous houlette des Hachémites de Transjordanie.

Les deux projets inquiètent les égyptiens qui y voient une volonté des hachémites de créer une puissance régionale capable de faire contre-pieds au royaume d'Egypte. L'Egypte "torpille" donc les deux projets en invitant les pays arabes indépendants à discuter **un projet de création d'une Ligue des Etats Arabes**, ce qui aboutit au Protocole d'Alexandrie du 7 octobre 1944, prévoyant la constitution d'un Pacte de la Ligue des Etats Arabes (LEA) signé au Caire le 22 mars 1945.

Dès sa constitution, **la Ligue fait de la question palestinienne son cheval de bataille**. Sur les 17 résolutions prises lors du Conseil de la Ligue des Etats Arabes le 14 Décembre 1945, 11 concernent la Palestine. Un des premiers projets de la Ligue est la constitution d'un Fonds de la Nation Arabe (Sandouk al-Oumma al-arabiyyah) destiné à empêcher l'appropriation des terres palestiniennes par les Juifs. Le 16 septembre 1947, le Comité politique de la Ligue propose d'envoyer des troupes arabes en Palestine au cas où l'Assemblée Générale de l'ONU décidait de voter la partition.

Mais les hachémites de Transjordanie concoctaient d'autres plans. Alors que la Transjordanie avait ratifié le Pacte de la Ligue, le 10 avril 1945, le Roi Abdallah de Transjordanie (il s'est fait proclamer Roi le 25 mai 1946) relance l'idée d'un Royaume de Grande Syrie à son profit englobant la Syrie, La Transjordanie et la Palestine. Les nationalistes syriens, favorables à une république, font caboter le projet. **Le Roi Abdallah n'hésite pas alors de se tourner vers les dirigeants sionistes** en leur faisant comprendre qu'en cas de partition de la Palestine, la Transjordanie serait prête à annexer la partie arabe. Le 17 novembre 1947, soit quelques jours avant le vote de partition, **le Roi Abdallah rencontre secrètement Golda Meir**, alors directrice par intérim du Département politique de l'Agence Juive et lui fait part de son projet d'annexer ce qui reste de la Palestine à la Transjordanie. (Avi Shlaim, 1988).

Subodorant ce qui se tramait entre sionistes et hachémites, la Ligue tente de mettre sur pied une **armée arabe de secours** (Jaysh al -Inqahd al -arabi), mais au lieu de confier le commandement au Mufti Amine Al-Husseini, figure emblématique de la résistance palestinienne, les Etats arabes choisissent un concurrent en la personne de Fawzi al- Qawqajji. Le mufti constitue alors sa propre milice **-al Jihad al-Muqaddass-** et la met sous le commandement de son cousin Abdel-Kadir Al-Husseini. Des volontaires arabes, affluent du Maghreb comme du Machrek pour participer à la lutte. Peine perdue : l'équilibre des forces est à l'avantage des sionistes.

2. La Nakba palestinienne et les Arabes (1947-1949)

Les Arabes n'ont pas pu empêcher ni la résolution de partition (1947), ni la création d'Israël (1948), ni, à fortiori, la purification ethnique entre les deux dates (Ilan Pappé, 1992). L'exil forcé des 2/3 de la population palestinienne constitue **un véritable sociocide**, c'est-à-dire la dislocation du peuple palestinien de sa terre natale et sa dispersion géographique. En même temps, **l'afflux massif de réfugiés palestiniens**

en Transjordanie, en Syrie et au Liban, fait de la question palestinienne un problème interne pour nombre de pays arabes.

L'ampleur du désastre est telle que les manifestations populaires se multiplient dans tous les pays arabes exigeant que les armées arabes se mobilisent pour libérer la Palestine. Et de fait, L'Irak, l'Égypte, la Syrie et la Transjordanie envoient des troupes mais elles sont moins nombreuses que la Haganah et les milices juives et surtout mal équipées, mal entraînées, quand elles ne sont pas tout simplement sous commandement britannique comme c'est le cas de la Légion Arabe de Transjordanie. A cela s'ajoute la rivalité entre le Roi Farouk d'Égypte et le Roi Abdallah de Transjordanie que l'Égypte suspecte d'envoyer sa Légion Arabe moins **pour sauver la Palestine arabe que pour annexer ce qui en reste**. Les soupçons de l'Égypte vont s'avérer fondés.

En effet, dès la déconfiture des armées arabes en 1948, l'Égypte, soutenue par l'Arabie Saoudite, tente d'œuvrer à l'établissement d'un Etat Palestinien autonome sur la partie restante de la Palestine et tente de mettre sur pied un gouvernement palestinien sous l'autorité du Mufti de Jérusalem. Mais le roi Abdallah fait avorter le projet en réunissant, le 1er décembre 1948, **un grand congrès palestinien** et fait reconnaître la souveraineté du Roi sur la Palestine et l'unification des deux pays frères. **C'est la naissance du Royaume de Jordanie.**

Comme l'on pouvait s'y attendre, la proclamation de l'annexion de la Palestine, suscite une levée de boucliers en Syrie, en Arabie Saoudite et en Égypte. Le Congrès de Jéricho est raillé comme une " dangereuse diversion », un grand complot **« al Mu'amarah al Koubra**). Mais fort du soutien britannique, le Roi ne se laisse pas intimider : le 25 décembre 1948, des négociations secrètes sont entamées avec les dirigeants sionistes pour faire aboutir son projet. Clairement **la Palestine est sacrifiée sur l'autel des ambitions étatiques.**

3. La Palestine dans l'ère arabiste (1952-1967)

La défaite arabe de 1948-1949 laisse un immense sentiment d'amertume et de colère. Dès 1948, Constantine Zureik (1909-2000), un des grands idéologues du nationalisme arabe publie un livre sans concession intitulé **" Ma'na al Nakba"** (la signification de la catastrophe) où il fustige l'incapacité des dirigeants arabes et leurs divisions face à des menaces "existentielles" et appelle à l'unité du destin. Un autre intellectuel palestinien, Moussa el Alami (1897-1984), s'insurge dans un autre livre intitulé **«la leçon de Palestine"** contre l'exploitation de la Palestine par certains et appelle à l'unité et à la modernité. Tous les deux pressentent que la question de Palestine, si elle n'est pas rapidement résolue, va chambouler tout le Proche-Orient.

Et de fait, dès le début des années 1950, le **Proche-Orient est le théâtre de bouleversements considérables, liés directement à la question palestinienne.** Le premier ministre libanais, Ryad Al -Solh est assassiné le 13 juillet 1951. Le 20 juillet 1951, c'est le Roi Abdallah de Jordanie qui est, à son tour, assassiné à la

Mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, préfigurant l'assassinat de Sadate 30 ans après en 1981. En 1952, le Roi Farouk d'Égypte est forcé de s'exiler suite à la révolution des Jeunes Officiers égyptiens du 23 juillet 1952.

A partir de la révolution égyptienne, **la question de Palestine devient la question cardinale du renouveau nationaliste arabe dont Nasser devient le leader incontesté.**

L'Administration d'Eisenhower tente un rapprochement avec Nasser dans l'espoir d'embrigader l'Égypte dans le camp anti-soviétique, comme ce fut le cas avec la Turquie qui a été intégrée à l'Otan dès 1949. La réponse de Nasser à Foster Dulles, secrétaire d'État américain, est nette : la vraie menace pour l'Égypte ne vient pas de l'Union Soviétique mais d'Israël. Se rendant le 13 mai 1953 en Israël, Foster Dulles se fait expliquer par Moshe Sharett **qu'Israël manque d'espace pour accueillir tous les migrants juifs** (il occupe déjà 78 % de la Palestine historique), qu'il **ne reviendra jamais à l'ancien territoire alloué** par l'ONU et qu'il **n'est pas question d'autoriser le retour des réfugiés** comme le stipule la résolution 194 (Henri Laurens, la question de Palestine, p.351). Le langage a le mérite de la clarté. Pour les Arabes, il devient patent qu'Israël ne va se contenter de ce qu'il a obtenu mais que son expansion va se poursuivre imparablement constituant non seulement une menace pour les Palestiniens mais aussi pour les arabes. **L'arabisation de la question palestinienne est ainsi inscrite dans la nature même de l'idéologie sioniste.**

Est-ce étonnant si dans son discours de nationalisation de la Compagnie de Suez, le 26 juillet 1956, Nasser fait souvent référence à la Palestine ? " ... *Telle est, citoyens, la bataille que nous menons aujourd'hui contre l'impérialisme, ses agents et ses procédés, contre Israël, cette œuvre de l'impérialisme, mise sur pied pour détruire, comme elle a détruit la Palestine, notre nationalisme arabe...*".

En effet, le 29 octobre 1956, les Israéliens pénètrent dans le Sinaï égyptien. Quelques jours plus tard, français et britanniques lancent une offensive conjointe : c'est **la guerre de Suez**, qualifiée dans le monde arabe, comme l'agression tripartite. Pour le monde arabe, il n'y a plus de doute : Israël n'est pas le "havre de paix" que décrit la littérature sioniste, mais un **"poste avancé de l'impérialisme occidental"**.

La suite est connue : défait militairement, Nasser sort de cette épreuve auréolé d'une victoire politique. Il devient un leader arabe et plus tard un grand dirigeant du Tiers-Monde et un artisan du Non-alignement.

A partir de la guerre de Suez, la question de Palestine devient une question arabe. L'Égypte de Nasser en porte le flambeau. Les monarchies hachémites s'en inquiètent. Mais si la monarchie jordanienne parvient à braver la tempête nationaliste et survit aux convulsions internes et régionales, la monarchie hachémite d'Irak est balayée en 1958. La même année, la République Arabe Unie est proclamée (Égypte-Syrie). Le nationalisme arabe est en vogue et les régimes occidentaux sont sur la défensive. On assiste à un renversement des alliances. Désormais, deux axes s'affrontent : **l'axe nationaliste représenté par l'Égypte,**

l'Irak et la Syrie et l'axe monarchique représenté par l'Arabie Saoudite et la Jordanie. Une guerre froide (Malcom Kerr 1973) oppose désormais les Etats Arabes, débouchant quelques fois sur des conflits ouverts (guerre du Yémen 1962). Mais la polarisation affaiblit la Ligue des Etats Arabes.

Se prévalant de sa position en tant que " gardienne des Lieux Saints", l'Arabie Saoudite cherche à substituer au sous-système régional arabe, **un sous-système islamique plus englobant** avec la création de la Ligue des Etats Islamiques (1961-1963), l'Alliance Islamique et l'Organisation des Etats-Islamiques (Conférence de la Mecque 1968). Malgré l'activisme diplomatique saoudien dans le monde musulman, l'initiative politique, jusqu'à 1967, appartient à l'Egypte et l'idéologie arabiste, malgré la dislocation de la République Arabe Unie, (1962) reste l'idéologie dominante et principale source de légitimation des régimes en place. **Israël est perçu comme un " ennemi national des Arabes » et l'Unité Arabe est considérée comme la voie de la libération de la Palestine.**

Les palestiniens sont pris en tenailles entre les deux axes et utilisés par les uns et les autres dans une surenchère qui va desservir leurs intérêts. Cela se vérifie en 1964 lorsque le Sommet d'Alexandrie (5-6 septembre 1964) décide la création de l'Organisation **de Libération de la Palestine** (OLP) avec à sa tête un avocat palestinien, Ahmad Choukairi. Il s'agissait pour Nasser de prendre de vitesse les combattants du Fatah de Yasser Arafat qui préparaient leur lutte hors de toute tutelle étatique, mais aussi d'envoyer un signal à la Jordanie pour lui signifier que l'annexion de Cisjordanie n'est pas quelque chose d'irréversible. C'est ce qu'a compris le royaume de Jordanie qui n'accepte pas la création de l'OLP que du bout des lèvres et qui, dès le 14 juin 1966, met fin à sa coopération avec elle. Dans un geste de défi à Nasser, la Jordanie adhère même au Pacte Islamique, lancé par l'Arabie Saoudite, comme parade au nationalisme arabe nassérien (Bahgat Korany et Ali Hillal Dessouki, 1984, p. 268-269).

Ainsi dès sa création, l'OLP se trouve d'emblée prise dans les rets des conflits interarabes. **La question palestinienne se trouve internalisée dans le système régional arabe, et par conséquent, prisonnière de ses contradictions.**

Deuxième partie

1. La Palestine et les Arabes dans l'ère étatiste (1967-1981)

Le 5 juin 1967 Israël lance une offensive éclair sur plusieurs fronts et occupe le Sinaï égyptien, le plateau du Golan Syrien, la Bande de Gaza et la Cisjordanie. Israël n'a jamais fait mystère de son intention d'abattre le régime nassérien et de briser l'élan arabiste, considérés comme une menace " existentielle" pour l'Etat Juif. La défaite des armées arabes a produit l'effet d'un tremblement de terre. Le sentiment nationaliste des masses arabes, profondément blessé, bouleversé, désorienté, se raccroche à la Résistance Palestinienne. Quant aux Etats Arabes, humiliés, ils se

contentent au Sommet de Khartoum (29 août - 2 septembre 1967) de réitérer leur refus de toute paix avec Israël.

Mais la résistance palestinienne souffre d'un mal congénital : contrairement aux maquis algérien ou vietnamien, **elle s'organise hors de Palestine**, principalement dans les camps de réfugiés en Jordanie. Or sa présence armée dans des pays souverains non seulement expose ceux-ci à de possibles frappes israéliennes, mais surtout menace la souveraineté même de ces pays. Grisés par leur victoire sur l'armée israélienne à la bataille de Karameh en 1968, les Fiday'in palestiniens finissent par constituer "*un Etat dans l'Etat de Jordanie* ». Le Roi Hussein lance ses troupes contre les bases des Fiday'in palestiniens et les pousse à l'exil : c'est Septembre Noir de 1970. Nasser succombe à une crise cardiaque au cours du même mois. C'est la fin d'une époque et d'un rêve. **C'est l'éclipse de l'idéologie nationaliste et de son porte-drapeau.**

Avec Sadate, **c'est l'idéologie étatiste qui s'impose** : le slogan va être désormais " Masr awwalan" (l'Égypte d'abord). Cette orientation étatiste se manifeste dès 1971 lorsque Sadate abandonne le terme " République Arabe Unie" et revient à l'appellation " République arabe égyptienne », se met à encourager les organisations islamiques pour faire contrepoids aux nostalgiques du nassérisme (Henri Laurens : le grand Jeu, p.247), et change la Constitution (Septembre 1971) pour affirmer que " l'Islam est la religion de l'Etat". Au vu de ces nouvelles orientations, **la guerre d'Octobre de 1973, a été plutôt une guerre pour la libération du Sinaï qu'une guerre pour la libération de la Palestine.**

La suite des évènements le prouve : le 9 novembre 1977, Sadate déclare devant l'Assemblée Nationale qu'il est prêt à se rendre à la Knesset pour porter un message de paix. Joignant l'acte à la parole, il s'y rend le 19 et fait un discours suivi par les médias du monde entier. Il mentionne les droits palestiniens mais ignore l'OLP pour ne pas "vexer" ses hôtes israéliens. En se rendant en Israël, Sadate brise un tabou. Sa démarche solitaire déplaît à ses pairs arabes qui l'accusent de " briser le consensus arabe". Un Sommet restreint, tenu à Alger du 2 au 4 février 1978, met sur pied un "**front de la fermeté**" pour faire échec à l'initiative égyptienne. Peine perdue : Sadate signe les Accords de Camp David en septembre 1978 au grand dam des autres pays arabes et de l'OLP.

Au Sommet Arabe de Bagdad (2-5 novembre 1978) les autres pays arabes rejettent à l'unanimité les Accords de Camp David et proposent de transférer le siège de la Ligue des Etats Arabes du Caire à Tunis. Mais l'Égypte est décidée d'aller de l'avant, encouragée par les Etats-Unis : un Accord de Paix entre Israël et l'Égypte est signé le 26 mars 1979. L'Égypte récupère le Sinaï mais les pourparlers sur l'autonomie palestinienne, prévus par les Accords de Camp David, s'enlisent rapidement. Pire, le gouvernement israélien vote le 30 juillet 1980 une loi portant sur l'annexion de Jérusalem qui devient la " capitale éternelle du Peuple Juif". C'est **la fin du volet palestinien des Accords Camp David** : l'Égypte a été bernée : **Sadate a récupéré le Sinaï et perdu la Palestine.** En juillet 1981 il est assassiné lors d'une parade militaire.

Entre 1973 et 1981, l'OLP a le vent en poupe et occupe l'espace médiatique. La solidarité des peuples arabes est totale. L'Europe des Neuf s'engage dans le dialogue euro-arabe à partir de 1975 et commence à affiner sa position sur le conflit israélo-arabe en reconnaissant les droits du peuple palestinien à l'autodétermination, à travers des négociations auxquelles l'OLP sera associée (Déclaration de Venise) (Bichara Khader, 2017).

L'orientation pragmatique de l'OLP qui, désormais, ne parle plus de la libération totale de la Palestine, déplaît à certains pays arabes, notamment les régimes ba'athistes de Syrie et d'Irak. La Syrie tente de court-circuiter l'OLP en créant des organisations de résistance totalement inféodées au régime de Damas telles que Al-Saika ou le FPLP -Commandement Général d'Ahmad Jibril. L'Iraq fait de même créant le Front de Libération arabe et le Front de Libération de la Palestine d'Abou Abbas, totalement à la solde du régime irakien. **Ainsi non seulement la Palestine divise les pays arabes, mais désormais les pays arabes divisent les Palestiniens.**

2. La Palestine et la "pétro-dollarisation" du sous-système régional arabe

L'assassinat de Sadate laisse les coudées franches à l'Arabie Saoudite. Enrichie par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, l'Arabie Saoudite se croit désormais habilitée à piloter le sous-système régional arabe. La conjoncture est on ne peut propice : elle dispose de moyens financiers, et ses concurrents sont affaiblis : l'Irak de Saddam Hussein est embourbé dans sa guerre contre l'Iran (1980-1989), la Syrie de Hafez el Assad est empêtrée dans la guerre civile libanaise (1975-1989).

Désormais il revient à l'Arabie Saoudite de défendre les droits du peuple palestinien. Un mois après l'assassinat de Sadate, le Prince héritier d'Arabie, propose le 7 août 1981 un plan de paix basé sur les résolutions des Nations-Unis. Le prince Fahd demande, entre autres, le **retrait israélien de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est et la création d'un Etat palestinien ayant pour capitale la Jérusalem arabe**. Il exige l'**arrêt de l'appui américain à Israël**, de mettre fin à « l'arrogance israélienne que Menahim Begin personnalise de la façon la plus hideuse », et de **reconnaître le facteur palestinien...** qui est le facteur principal de l'équation du Proche-Orient". Mais dans le point 7 de son plan, il demande la "**reconnaissance du droit de tous les Etats de la région**", ce qui, implicitement signifie la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

La normalisation des relations entre Israël et les pays arabes est dans l'air du temps. C'est un changement considérable et une opportunité historique qu'Israël aurait pu saisir. Occasion ratée : après avoir détruit le réacteur nucléaire irakien, Osirak, le 7 juin 1981, Israël annexe le plateau du Golan le 14 décembre 1981 et le 6 juin 1982 l'armée israélienne envahit le Liban. Les infrastructures de l'OLP sont détruites et Arafat et ses compagnons prennent le chemin de l'exil. Les camps palestiniens, laissés sans protection, sont désormais à la merci de Sharon et de ses alliés phalangistes libanais. Du 16 au 18 septembre 1982, les forces libanaises, sous

l'œil de l'armée israélienne, entrent dans les camps de **Sabra et Chatila**. Près de 4000 personnes adultes, femmes et enfants y sont massacrés. En mars 1983, à la suite du rapport Kahane sur ces événements tragiques, Sharon est contraint de quitter le ministère de la Défense mais reste au gouvernement.

Dans son exil tunisien, Arafat a désormais plus d'autonomie. Certes il a perdu sa " base libanaise", après celle de Jordanie, mais **la cause palestinienne a gagné beaucoup de sympathie dans les opinions publiques arabes et internationales**. Ne pouvant faire jeu égal avec Israël sur le plan militaire, **c'est désormais sur le plan politique et moral que l'OLP va se concentrer par souci d'efficacité et de réalisme**. Arafat accepte le Plan Fahd présenté au Sommet Arabe de Fès (septembre 1982). Il se réconcilie avec la monarchie jordanienne en se rendant à Amman en octobre 1982 et y évoque le principe d'une confédération jordano-palestinienne.

Mais l'attention des Arabes dans les années 80 est braquée surtout sur la guerre Irak-Iran. Alors que les Etats Arabes soutiennent le régime de Saddam Hussein pour faire barrage à l'activisme révolutionnaire iranien, la Syrie rompt le consensus arabe et se range derrière l'Iran chiite de Khomeiny (L'Iran lui rend la pareille aujourd'hui). L'Arabie Saoudite s'inquiète de ce rapprochement entre le régime chiite iranien et le régime alaouite syrien et tente de mettre sur pied un " **axe sunnite** ». La Jordanie rétablit ses relations avec l'Egypte de Moubarak le 25 septembre 1984 et le Sommet Arabe extraordinaire, tenu à Amman du 8 au 11 novembre 1987 ouvre la porte au retour de l'Egypte à la " famille arabe". Seuls quatre pays continuent à boycotter l'Egypte : la Syrie, l'Algérie, le Liban et la Libye.

La guerre entre l'Irak et l'Iran s'essouffle avec la mort de Khomeiny le 3 juin 1989. La guerre libanaise trouve un dénouement heureux avec **les Accords de Taëf**, signés le 22 octobre 1989 sous l'égide de l'Arabie Saoudite.

En Palestine éclate un soulèvement populaire d'une ampleur inédite. C'est **l'Intifada de 1987**. La date n'est pas fortuite. En effet, entre 1967 et 1987, la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza a augmenté de près de 75 % , ce qui fait que près d'un palestinien sur deux est né sous l'occupation israélienne. Or **la résistance palestinienne, dès ses débuts, s'est organisée, comme on le sait, hors de Palestine**. Refoulée de Jordanie, puis exilée du Liban, la résistance s'est trouvée dispersée, déconnectée géographiquement. **Il fallait donc porter la résistance à l'intérieur de la Palestine occupée**. Le 9 décembre 1987, tous les territoires occupés entrent en ébullition. La mobilisation est populaire, collective et pacifique : les jeunes palestiniens lancent des pierres sur les soldats israéliens et ceux-ci répondent à balles réelles. **La mobilisation des peuples arabes est totale**. En Europe et dans tous les pays, l'émotion est grande. L'image d'Israël est écornée. L'intifada fait comprendre au monde entier l'horreur de l'occupation, l'injustice de la colonisation et le mépris du droit international. Dès le 22 décembre 1987, la résolution 605 du Conseil de Sécurité votée grâce à l'abstention des Etats-Unis, déplore " *les politiques et les pratiques d'Israël qui violent les droits du peuple palestinien*".

Israël croyait avoir "démantelé" l'OLP, or voilà qu'elle est non seulement réhabilitée, mais son prestige est rehaussé. Le Roi Hussein de Jordanie en prend note et annonce fin juillet 1988, **le désengagement total de la Jordanie des affaires palestiniennes**. Tous les liens avec la Cisjordanie sont rompus. C'est la fin de l'annexion de la Cisjordanie. Arafat s'adresse au Parlement européen le 14 septembre 1988 et deux mois plus tard, le Congrès national palestinien, tenu à Alger en novembre 1988, adopte **la Déclaration d'indépendance de la Palestine** avec Jérusalem -Est comme capitale (15 novembre 1988). Les reconnaissances de l'Etat de Palestine affluent du monde entier à l'exception de l'Europe et des Etats-Unis. Pire, les Etats-Unis refusent d'octroyer à Arafat un visa pour s'adresser à l'Assemblée Générale des Nations Unies. C'est donc elle qui se déplace à Genève du 13 au 16 décembre 1988 pour écouter le dirigeant palestinien. Arafat affirme son acceptation des résolutions 242 et 338 ce qui signifie l'acceptation de l'existence d'Israël. Cette fois ce sont les Etats-Unis qui proposent d'entamer un dialogue significatif avec l'OLP (Bichara Khader, 2017). Mais Shamir arrive au pouvoir en Israël en juin 1990 et rejette tout plan visant à reconnaître un rôle quelconque à l'OLP dans d'éventuels pourparlers de paix.

Mais **pour les Palestiniens, l'année 1990 est marquée d'une pierre noire** pour une autre raison. En effet, le 2 août 1990, l'armée de Saddam Hussein occupe l'Emirat du Koweït. Immédiatement les Etats-Unis mettent sur pied une coalition internationale et lancent en janvier-février 1991 l'opération de libération du Koweït appelée "**la tempête du désert**". Paradoxalement, les opinions publiques arabes, pourtant largement hostiles à l'occupation du Koweït, manifestent leur colère contre les Etats-Unis : **pourquoi le Koweït et pas la Palestine ?** Scandent les manifestants arabes un peu partout au Maghreb comme au Machrek.

La crise koweïtienne a été dénouée *manu militari*, mais l'anti-américanisme s'est propagé comme une traînée de poudre. Au Koweït même, les expatriés palestiniens (près de 250.000) ont été injustement accusés d'avoir soutenu l'armée irakienne et la majorité d'entre eux a été expulsée. Une césure importante s'est produite entre le peuple koweïtien et les communautés palestiniennes. Après la Jordanie et le Liban, voici que **la question palestinienne devient un enjeu interne au Koweït**.

3. La question palestinienne dans le piège d'Oslo (1993-2010)

La crise puis la guerre du Golfe (1990-1991) constituent deux épisodes tragiques : déjà libanisé, le système régional arabe vole en éclats. A la division des Etats, s'ajoute désormais une fracture entre les peuples arabes. Plus aucun pays arabe n'ose s'engager sur le terrain miné du conflit israélo-arabe. Après l'implosion de l'URSS, ce sont désormais les américains qui prennent toutes les initiatives. Ayant été accusés de pratiquer une politique de double-poids et double-mesure lors de l'affaire koweïtienne, les Américains organisent la **Conférence de Paix de Madrid** (octobre 1991). Mais ni l'OLP, ni les habitants palestiniens de Jérusalem, n'y sont conviés, à la demande de Shamir. C'est donc une délégation jordano-palestinienne qui participe à la Conférence.

Mais la montagne accouche d'une souris. Les négociations piétinent. Rabin succède à Shamir en 1992 et adopte une position plus souple. Des négociations secrètes sont menées à OSLO entre émissaires israéliens et palestiniens. Elles débouchent sur un "**Accord Intérimaire** », appelé Accord d'Oslo, signé officiellement sur le perron de la Maison Blanche le 13 septembre 1993 par Rabin et Arafat. Les pays arabes n'ont pas droit au chapitre. Aucun dirigeant arabe ne s'est déplacé pour la cérémonie de signature. Et pour cause : l'Irak est sous embargo, la Syrie est empêtrée au Liban, l'Egypte de Moubarak se débat dans ses problèmes internes.

L'accord d'Oslo est une promesse de négociation. Celle-ci est donc engagée sous parrainage américain. Elle devait déboucher en 1999 sur un Etat Palestinien indépendant. Très rapidement, elle s'enlise. Rabin, lui-même, est assassiné par un fanatique juif en 1994. Peres le remplace mais il est battu par B.Netanyahou dans les élections de 1996. A partir de ce moment, c'est le blocage total. Au lieu de mettre un frein à la colonisation, celle-ci connaît une accélération suscitant la colère des palestiniens et l'incompréhension des Arabes.

Le Président Clinton tente de remettre le " processus d'Oslo" sur les rails et organise les pourparlers Arafat-Barak en juillet 2000 à Camp David. La négociation achoppe sur la question de Jérusalem et finalement échoue. C'est donc dans ce climat assombri, que Sharon décide de se rendre sur l'Esplanade des Mosquées, le 28 septembre 2000, pour affirmer la souveraineté d'Israël sur la " Jérusalem réunifiée". La provocation met le feu aux poudres : c'est l'éclatement de **la deuxième Intifada, dite d'Al-AQSA**.

Succédant à Barak, Sharon, devenu premier ministre en 2001, sévit sans ménagement dans les territoires palestiniens survoltés. Les villes sous autorité palestinienne, sont réoccupées. Des camps de réfugiés sont sévèrement punis. Arafat lui-même est enfermé dans sa Mouqat'ah de Ramallah jusqu'à son décès en 2004.

Les Etats Arabes assistent à ce déferlement de la violence israélienne sans réagir. Aucune démarche collective n'est prise. Aucune pression n'est exercée. L'étalage de leur faiblesse apparaît désormais au grand jour. Les peuples arabes se sentent humiliés face à une telle démission.

Flairant le danger que représente pour la sécurité régionale le blocage définitif du " processus de paix, les Etats Arabes tentent de reprendre l'initiative. Au sommet de Beyrouth (28 mars 2002) ils proposent à Israël un " **Plan arabe de paix**" qui reprend le Plan Fahd proposé 20 ans auparavant. Applaudi en Europe et même aux Etats-Unis, le plan est rejeté par Israël. L'invasion américaine de l'Irak de mars 2003 le renvoie aux calendes grecques.

Les bouleversements géopolitiques provoqués par l'invasion d'Irak détournent l'attention de la question palestinienne, à la grande satisfaction d'Israël qui peut désormais continuer à coloniser les territoires occupés sans être inquiété. Certes la mort d'Arafat (11 novembre 2004) suscite une grande émotion dans les pays arabes mais l'élection de Mahmoud Abbas en janvier 2005 et les élections législatives de

janvier 2006 ne suscitent guère d'enthousiasme. Beaucoup d'arabes s'interrogent sur le soutien occidental au processus démocratique palestinien, alors que les territoires palestiniens ploient toujours sous le joug de l'occupation. On connaît la suite : le Hamas gagne les élections mais il est détroussé de sa victoire. Il s'empare donc de Gaza et y installe un gouvernement-bis. L'Arabie Saoudite tente une mission de réconciliation intra-palestinienne (2007) mais en vain. **Chaque pays arabe choisit son camp** soutenant soit le Hamas soit l'Autorité palestinienne, aggravant ainsi la fracture qui, jusqu'à aujourd'hui, déchire le peuple palestinien.

4. La question palestinienne et les " printemps arabes " 2010-2017

Les mouvements sociaux survenus dans nombreux pays arabes à partir du 17 décembre 2010 ont pris le monde entier de court. La thèse de "l'exception arabe" qui postulait que les Arabes étaient figés, inertes et rétifs au changement démocratique, est ébranlée. Bien que les références pan-arabistes à la question palestinienne aient été très discrètes dans les slogans scandés par les manifestants, il n'en demeure pas moins que la succession des événements, le rôle des chaînes satellitaires arabes, le sentiment de fierté retrouvée, tout cela dessine les contours d'un sentiment panarabe dont le noyau politique est le refus du joug étranger, l'aspiration à la liberté et la foi dans la possibilité de changement (Akram Belkaïd, 2011). Car l'histoire du monde arabe, depuis les indépendances, est ressentie par les peuples arabes comme une litanie d'humiliations successives et multiples, non seulement l'humiliation de la répression et du sous-développement, mais l'humiliation infligée aux Arabes en Palestine. **Même si les manifestants n'arboraient pas le drapeau palestinien, il est clair que la Palestine constitue pour eux " la mère des humiliations "** (Bichara Khader, 2012). D'ailleurs, le premier printemps n'était-il pas palestinien, lorsque la première Intifada de 1987, qui était pacifique, populaire et inclusive, enflammait les esprits arabes ? Partout, les peuples arabes comparaissaient le courage des jeunes palestiniens avec la lâcheté de leurs dirigeants. Un sentiment de honte parcourait toutes les sociétés, aiguisé davantage lors de la 2ème Intifada. Lorsque les chars israéliens détruisaient le camp de Jénine, une palestinienne hurlait sa colère " **Wen el arab ?** (Où sont les arabes ?). " *Personne ne répondait*, commente J.P Filiu, *car les dirigeants arabes étaient rassemblés en Sommet à Beyrouth en l'absence de Yasser Arafat, reclus à Ramallah, pris au piège de sa présidence assiégée »* (J.P. Filiu 2011, p.179). "Wen El Arab" a été hurlé maintes fois lors des trois offensives israéliennes sur Gaza (360 km² et 1800.000 habitants) en 2008, 2011 et 2014.

Les printemps arabes ont été pervertis, détournés, confisqués. La polarisation, le chaos et la guerre retiennent toute l'attention médiatique. Depuis 2014, les feux des projecteurs sont braqués sur Daech (l'Etat Islamique). Un problème éclipsé un autre. **La Palestine n'est plus un thème mobilisateur.** Les Etats arabes se débattent dans leurs problèmes internes. Les peuples arabes sont désemparés, désorientés. Le doute s'empare des esprits et le pessimisme sévit partout.

Et pourtant c'est de ce moment sombre que surgit l'espoir. En décembre 2016, une résolution du Conseil de Sécurité (2334) condamne la colonisation israélienne. Les Etats-Unis qui ont utilisé 42 fois leur droit de veto pour protéger Israël depuis 1980, s'abstiennent cette fois-ci. Le 28 Décembre 2016, John Kerry, fait un discours sans concession où il considère que la politique israélienne de colonisation rend la solution des " deux Etats » impossible. Le 15 Janvier 2017, François Hollande organise à Paris une Conférence internationale sur la Paix au Proche-Orient avec la participation de 75 délégations. Fin mars 2017, un Sommet arabe, tenu à la Mer Morte en Jordanie, remet sur le tapis le Plan de Paix arabe, tout en sachant qu'Israël rejette l'idée même d'un retour aux frontières de 1967. En avril 2017, le président Trump accueille à la Maison Blanche, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne. Tandis que l'Egypte parvient à réconcilier le Hamas et l'Autorité palestinienne, 10 ans après leur divorce (septembre 2017).

Que signifie toute cette gesticulation ? Elle signifie tout simplement **qu'on a beau ignorer la question palestinienne, elle revient toujours avec force, car c'est elle qui détermine, en dernière instance, la paix durable du Moyen-Orient et de la Méditerranée**



Bibliographie

Akram BELKAID : *Etre arabe aujourd'hui*, Carnets Nord, Paris, 2011

Jean-Pierre Filiu : *La révolution arabe : dix leçons sur le soulèvement démocratique* Fayard, Paris, 2011

Bichara KHADER : - *Histoire de la Palestine*, 3 tomes, Maison Tunisienne de l'édition, Tunis 1977

- *Le printemps arabe : un premier bilan*, Cetri-Syllepse, Paris, 2012

- *Palestine : mémoire et perspectives*, Cetri-Syllepse, Paris, 2005

- "*Jérusalem, La Palestine et Israël dans la politique étrangère de Trump*", Maroc Diplomatique, avril-mai 2017

- "*The European Union and the Palestinian Question 1957-2017*", Communication au Colloque du Centre d'Etudes d'Al Khaleej, Sharjah, 6 mai 2017

Malcom KERR : *The Arab Cold War*, Oxford University Press, 1973

Bahgat KORANY et Ali Hilal DESSOUKI : *The foreign policies of Arab States*, Westview Press, London, 1984

Henri LAURENS : - *La Question de Palestine*, 3ème tome, 1947-1967, Fayard, Paris, 2007 / - *Le Grand Jeu : Orient arabe et rivalités internationales*, Armand Colin, Paris, 1991

Ilan PAPPE : - *The making of the Arab-Israeli conflict 1947-1951*, I.B Tauris, London, 1992 / - *The ethnic cleansing of Palestine*, One world, London, 2006

Elias SANBAR : - *Figures du Palestinien : identité des origines, identité de devenir*, Tarik Editions, Casablanca, 2005

Avi SHLAIM : - *Collusion across the Jordan : King Abdallah, the Zionist movement and the Partition of Palestine*, Clarendon Press, Oxford, 1988